

PR 49.40 AB 45.03

Dotation à la « VGC » pour des études sur l'infrastructure sportive dans la Région de Bruxelles-Capitale.

PR 62.20 AB 12.21

Dépenses spécifiques relatives à la Division Monuments et Sites, y compris les contacts externes et la coopération internationale.

PR 72.20 AB 85.01

Financement de l'actif immobilisé de la « VRT » par apport de capitaux, y compris le préfinancement de cet actif sous forme d'avances gratuites.

Bruxelles, le 16 mars 1999.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,

L. VAN DEN BRANDE

Le Ministre flamand des Finances, du Budget et de la Politique de Santé,

Mme W. DEMEESTER-DE MEYER

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 99 — 1318

[C — 99/27352]

1^{er} AVRIL 1999. — Décret organisant la tutelle sur les communes, les provinces et les intercommunales de la Région wallonne (1)

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

TITRE I^{er}. — Dispositions générales

CHAPITRE I^{er}. — *Champ d'application et définitions*

Article 1^{er}. Le présent décret organise la tutelle administrative ordinaire :

1° pour les communes de la Région wallonne à l'exception des communes de la région de langue allemande et de la ville de Comines-Warнетon;

2° pour les provinces de la Région wallonne;

3° pour les intercommunales dont le ressort ne dépasse pas les limites de la Région wallonne.

Art. 2. Au sens du présent décret, on entend par :

1° l'administration : la Direction générale des pouvoirs locaux du Ministère de la Région wallonne;

2° l'acte : la décision administrative soumise à tutelle et formulée in extenso dans un acte authentique;

3° les pièces justificatives : tous les documents et annexes de nature à étayer l'acte administratif;

4° l'autorité de tutelle : le Gouvernement ou la députation permanente.

CHAPITRE II. — *De l'instruction de l'acte soumis à l'autorité de tutelle*

Art. 3. Dans un délai de trois jours à compter de la réception de l'acte, l'autorité de tutelle le transmet accompagné de ses pièces justificatives à l'administration.

L'administration est chargée de l'instruire pour compte de l'autorité de tutelle. Elle peut, d'initiative ou à la demande de l'autorité de tutelle, faire recueillir, tant sur les lieux que par correspondance, tout renseignement et élément utile à l'instruction de l'acte.

CHAPITRE III. — *De la computation des délais*

Art. 4. Le point de départ du délai est le jour de la réception par l'autorité de tutelle de l'acte accompagné des pièces justificatives.

Le jour de la réception n'est pas inclus dans le délai.

Art. 5. Le jour de l'échéance est compté dans le délai. Toutefois, lorsque ce jour est un samedi, un dimanche ou un jour férié, le jour de l'échéance est reporté au jour ouvrable suivant.

On entend par jour férié, au sens du présent décret, les jours suivants: le 1^{er} janvier, le lundi de Pâques, le 1^{er} mai, l'Ascension, le lundi de Pentecôte, le 21 juillet, le 15 août, le 27 septembre, les 1^{er}, 2, 11 et 15 novembre, les 25 et 26 décembre ainsi que les jours déterminés par décret ou par arrêté du Gouvernement.

CHAPITRE IV. — *De la motivation*

Art. 6. Tout recours est motivé.

Toute décision de l'autorité de tutelle est formellement motivée.

CHAPITRE V. — *De la notification et de la publication des décisions de tutelle*

Art. 7. Toute décision de l'autorité de tutelle est notifiée à l'autorité concernée et, le cas échéant, aux intéressés.

L'envoi de la notification se fait à peine de nullité, au plus tard, le jour de l'échéance du délai. Dans les cas visés à l'article 20, cet envoi ne peut intervenir avant l'expiration du délai prévu audit article.

Art. 8. Sauf dans les cas visés à l'article 17, § 4, lorsque l'autorité de tutelle proroge le délai, la décision de l'autorité de tutelle est publiée par extrait, suivant le cas, au *Moniteur belge* ou au *Mémorial administratif*.

CHAPITRE VI. — *De l'envoi d'un commissaire spécial*

Art. 9. L'autorité de tutelle peut, par arrêté, désigner un commissaire spécial lorsque la commune, la province ou l'intercommunale reste en défaut de fournir les renseignements et éléments demandés, ou de mettre en exécution les mesures prescrites par les lois, décrets, arrêtés, règlements ou statuts ou par une décision de justice coulée en force de chose jugée. Le commissaire spécial est habilité à prendre toutes les mesures nécessaires en lieu et place de l'autorité défaillante, dans les limites du mandat qui lui a été donné par l'arrêté qui le désigne.

Art. 10. Préalablement à l'envoi d'un commissaire spécial, l'autorité de tutelle :

1° adresse à l'autorité visée, par pli recommandé, un avertissement motivé expliquant ce qui lui est demandé ou les mesures qu'elle reste en défaut de prendre;

2° donne à cette autorité, dans le même avertissement, un délai déterminé et raisonnable pour répondre à la demande à elle adressée, justifier son attitude, confirmer sa position ou prendre les mesures prescrites.

Art. 11. Les frais, honoraires ou traitements inférents à l'accomplissement de sa mission sont à charge des personnes défaillantes dans l'exercice de leur fonction ou de leur mandat. La rentrée de ces frais est poursuivie comme en matière d'impôts sur les revenus par le receveur des contributions directes sur l'exécutoire de l'autorité de tutelle.

TITRE II. — Tutelle générale d'annulationCHAPITRE Ier. — *Champ d'application*

Art. 12. Sont soumis à la tutelle générale d'annulation tous les actes autres que ceux visés à l'article 16.

CHAPITRE II. — *De la procédure*

Art. 13. § 1^{er}. Le Gouvernement peut réclamer à la commune, à la province ou à l'intercommunale la transmission des actes dont il détermine la liste, accompagnés de leurs pièces justificatives.

§ 2. Il peut annuler tout ou partie de l'acte par lequel une autorité communale, provinciale ou d'une intercommunale viole la loi ou blesse l'intérêt général et régional.

§ 3. A défaut de décision dans un délai de vingt jours à compter de la réception de l'acte, celui-ci n'est plus susceptible d'annulation.

CHAPITRE III. — *Du recours du gouverneur concernant les actes des autorités provinciales*

Art. 14. Le gouverneur est tenu de prendre son recours auprès du Gouvernement contre l'acte par lequel une autorité provinciale, agissant en cette qualité, viole la loi.

Le recours du gouverneur doit être pris et notifié à l'autorité provinciale et aux intéressés dans les dix jours de l'acte.

Art. 15. Le Gouvernement peut, dans les vingt jours de la réception du recours du gouverneur, annuler tout ou partie de l'acte provincial dont recours, pour violation de la loi.

A défaut de décision dans le délai, le recours est réputé rejeté.

TITRE III. — Tutelle spéciale d'approbationCHAPITRE Ier. — *Champ d'application*

Art. 16. § 1^{er}. Sont soumis à l'approbation de la députation permanente, les actes des autorités communales portant sur les objets suivants :

1° le budget communal, le budget des régies communales, les modifications budgétaires et les transferts de crédits de dépenses;

2° le cadre et les statuts administratif et pécuniaire des agents de la commune, à l'exception des dispositions touchant au personnel enseignant subventionné et le régime de pension des agents de la commune;

3° les règlements relatifs aux impositions communales;

4° le rééchelonnement des emprunts souscrits;

5° les garanties d'emprunts;

6° les comptes annuels de la commune et des régies communales;

7° la mise en régie communale, la création de régies communales autonomes et la délégation de gestion à une association ou société de droit public ou de droit privé;

8° la prise de participation à une association ou société de droit public ou de droit privé susceptible d'engager les finances communales.

§ 2. Sont soumis à l'approbation du Gouvernement, les actes des autorités provinciales sur les objets suivants :

- 1° le budget provincial, le budget des régies provinciales, les modifications budgétaires et les transferts de crédits de dépenses;
- 2° le cadre et les statuts administratif et pécuniaire des agents de la province, à l'exception des dispositions touchant au personnel enseignant subventionné et le régime de pension des agents de la province;
- 3° les règlements relatifs aux impositions provinciales;
- 4° le rééchelonnement des emprunts souscrits;
- 5° les garanties d'emprunts;
- 6° la mise en régie provinciale, la création de régies provinciales autonomes et la délégation de gestion à une association ou société de droit public ou de droit privé;
- 7° la prise de participation à une association ou société de droit public ou de droit privé susceptible d'engager les finances provinciales.

§ 3. Sont soumis à l'approbation du Gouvernement, les actes des organes des intercommunales portant sur les objets suivants :

- 1° les statuts de l'intercommunale et leurs modifications;
- 2° les comptes annuels;
- 3° la composition du conseil d'administration et de ses éventuels organes restreints ainsi que du collège des commissaires;
- 4° les dispositions générales en matière de personnel;
- 5° le rééchelonnement des emprunts souscrits;
- 6° les garanties d'emprunts.

§ 4. Pour les actes visés au § 1^{er}, 1° à 5°, au § 2, 1° à 5° et au § 3, 1°, 4° à 6°, l'approbation peut être refusée pour violation de la loi et lésion de l'intérêt général et régional.

Sont considérés comme contraires à l'intérêt général, les actes violant les principes d'une bonne administration ou qui sont contraires à la politique générale ou aux intérêts de l'autorité supérieure.

Pour les actes visés au § 1^{er}, 6° à 8°, au § 2, 6° et 7°, et au § 3, 2° et 3°, l'approbation ne peut être refusée que pour violation de la loi.

CHAPITRE II. — *De la procédure*

Art. 17. § 1^{er}. Les actes visés à l'article 16, § 1^{er}, accompagnés de leurs pièces justificatives, sont transmis à la députation permanente dans les quinze jours de leur adoption.

Les actes visés à l'article 16, § 1^{er}, 1° à 3°, sont transmis simultanément à la députation permanente et au Gouvernement.

§ 2. Les actes visés à l'article 16, §§ 2 et 3, accompagnés de leurs pièces justificatives, sont transmis au Gouvernement dans les quinze jours de leur adoption.

§ 3. La députation permanente ou le Gouvernement, selon le cas, peut approuver ou ne pas approuver tout ou partie de l'acte soumis à son approbation.

Pour les actes visés à l'article 16, § 1^{er}, 1° et § 2, 1°, les autorités de tutelle peuvent inscrire des prévisions de recettes et des postes de dépenses; elles peuvent les diminuer, les augmenter ou les supprimer et rectifier des erreurs matérielles.

§ 4. La députation permanente ou le Gouvernement, selon le cas, prend sa décision dans les trente jours de la réception de l'acte et de ses pièces justificatives.

Toutefois, le délai d'approbation des comptes des communes et des intercommunales est fixé à cent jours pour ceux relatifs à l'année 1998, septante jours pour ceux de l'année 1999, cinquante jours pour l'année 2000 et trente jours pour l'année 2001.

La députation permanente ou le Gouvernement, selon le cas, peut proroger le délai qui lui est imparti pour exercer son pouvoir d'une durée maximale égale à la moitié de ce délai.

A défaut de décision dans le délai, l'acte est exécutoire, sous réserve de l'application du chapitre III.

CHAPITRE III. — *Règles particulières concernant les actes des autorités communales*

Section 1re. — Du recours du gouverneur

Art. 18. § 1^{er}. Le gouverneur est tenu de prendre son recours auprès du Gouvernement lorsque :

1° la députation permanente viole la loi en approuvant ou en refusant d'approuver une des décisions visées à l'article 16, § 1^{er}, dans les dix jours de cet arrêté;

2° la députation permanente ne s'est pas prononcée sur une de ces décisions qui viole la loi, à l'échéance du délai fixé à l'article 17, § 4, dans les dix jours de cette échéance.

Ce recours est notifié par le Gouvernement à la députation permanente et à la commune dans le délai fixé à l'alinéa 1^{er}.

§ 2. Le recours du gouverneur est suspensif de la décision soumise à approbation.

§ 3. Le Gouvernement peut approuver ou ne pas approuver tout ou partie de l'acte dans les vingt-cinq jours de la réception du recours.

A défaut de décision dans le délai, le recours est réputé rejeté.

Section 2. — Du recours de l'autorité communale

Art. 19. § 1^{er}. L'autorité communale dont l'acte a fait l'objet d'un arrêté de refus d'approbation ou d'approbation partielle, peut introduire un recours auprès du Gouvernement dans les dix jours de la réception de l'arrêté de la députation permanente. Elle notifie son recours à la députation permanente et, le cas échéant, aux intéressés au plus tard le dernier jour du délai de recours.

§ 2. Le Gouvernement peut approuver ou ne pas approuver tout ou partie de l'acte dans les vingt-cinq jours de la réception du recours.

A défaut de décision dans ce délai, la décision de la députation permanente est réputée confirmée.

Section 3. — Du droit d'évocation du Gouvernement

Art. 20. Pour les actes visés à l'article 16, § 1^{er}, 1° à 3°, le Gouvernement peut se réserver le droit de statuer définitivement et en informe, dans les vingt jours de la réception des actes précités, la députation permanente et l'autorité communale.

Art. 21. Lorsque le Gouvernement s'est réservé le droit de statuer définitivement conformément à l'article 20, il notifie sa décision dans les vingt jours suivant l'expiration du délai imparti à l'autorité communale pour introduire le recours mentionné à la section première.

TITRE IV. — Dispositions abrogatoires et finales

Art. 22. Le décret du 20 juillet 1989 organisant la tutelle sur les communes, les provinces et les intercommunales de la Région wallonne est abrogé.

Art. 23. Les délibérations, résolutions, décisions et actes pris par les communes, provinces et intercommunales visées à l'article 1^{er} avant l'entrée en vigueur du présent décret restent soumis aux dispositions abrogées par l'article 22.

Art. 24. Le Gouvernement prend les mesures nécessaires à l'exécution du présent décret.

Art. 25. Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} janvier 1999.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 1^{er} avril 1999.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E, du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Équipement et des Transports,
M. LEBRUN

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,
B. ANSELME

Le Ministre du Budget et des Finances, de l'Emploi et de la Formation,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,
G. LUTGEN

Le Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,
W. TAMINIAUX

Le Ministre de la Recherche, du Développement technologique, du Sport et des Relations internationales,
W. ANCIEN

—————
Note

(1) *Session 1998-1999.*

Documents du Conseil 401, n^{os} 1 à 16.

Compte rendu intégral. Séance publique du 23 février 1999.

Discussion. — Vote.

—————
ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 99 — 1318

[C - 99/27352]

1. APRIL 1999 — Dekret zur Regelung der Aufsicht über die Gemeinden, die Provinzen und die Interkommunalen der Wallonischen Region (1)

Der Wallonische Regionalrat hat das Folgende angenommen und wir, Regierung, sanktionieren es:

TITEL I — Allgemeine Bestimmungen

KAPITEL I — Anwendungsbereich und Definitionen

Artikel 1 - Das vorliegende Dekret regelt die gewöhnliche Verwaltungsaufsicht:

1° über die Gemeinden der Wallonischen Region, mit Ausnahme der Gemeinden deutscher Sprache und der Stadt Comines-Warneton;

2° über die Provinzen der Wallonischen Region;

3° über die Interkommunalen, deren Gebiet die Grenzen der Wallonischen Region nicht überschreitet.

Art. 2 - Im Sinne des vorliegenden Dekrets gelten folgende Definitionen:

- 1° Verwaltung: die Generaldirektion der lokalen Behörden des Ministeriums der Wallonischen Region;
- 2° Amtshandlung: der Verwaltungsbeschluß, der der Aufsicht unterliegt und in extenso formuliert wird;
- 3° Belege: alle Schriftstücke oder Anlagen, durch die die Amtshandlung belegt werden kann;
- 4° Aufsichtsbehörde: die Regierung oder der Ständige Ausschuß.

KAPITEL II — Überprüfung einer der Aufsichtsbehörde unterbreiteten Amtshandlung

Art. 3 - Innerhalb einer dreitägigen Frist ab dem Eingang der Amtshandlung übermittelt die Aufsichtsbehörde sie gemeinsam mit allen Belegen der Verwaltung.

Die Verwaltung hat die Aufgabe, die Amtshandlung im Auftrag der Aufsichtsbehörde zu überprüfen. Sie kann in Eigeninitiative oder auf Anfrage der Aufsichtsbehörde sowohl vor Ort als auch über den Postweg alle Auskünfte und Angaben einholen lassen, die sie im Rahmen der Überprüfung der Amtshandlung für zweckdienlich erachtet.

Im Anschluß an die Überprüfung verfaßt die Verwaltung einen zusammenfassenden Bericht. Dieser Bericht umfaßt die Auskünfte und Angaben, die im Rahmen der Überprüfung eingeholt wurden, sowie das Gutachten der Verwaltung.

KAPITEL III — Die Berechnung der Fristen

Art. 4 - Die Frist beginnt an dem Tag, an dem der Aufsichtsbehörde die Amtshandlung gemeinsam mit allen Belegen zugestellt wird.

Der Tag der Zustellung wird nicht bei der Frist nicht berücksichtigt.

Art. 5 - Der Tag, an dem die Frist abläuft, wird in der Frist mit eingerechnet. Fällt dieser Tag jedoch auf einen Samstag, einen Sonntag oder einen Feiertag, wird er auf den nachfolgenden Arbeitstag verlegt.

Als Feiertage im Sinne des vorliegenden Dekrets gelten: der Neujahrstag, Ostermontag, der erste Mai, Christi Himmelfahrt, Pfingstmontag, der 21. Juli, der 15. August, der 27. September, der 1., 2., 11. und 15. November, der 25. und 26. Dezember sowie die per Dekret oder Erlaß der Regierung festgelegten Tage.

KAPITEL IV — Begründung

Art. 6 - Jeder Einspruch ist zu begründen.

Jeder Beschluß der Aufsichtsbehörde ist formell zu begründen.

KAPITEL V — Notifizierung und Veröffentlichung der Beschlüsse der Aufsichtsbehörde

Art. 7 - Jeder Beschluß der Aufsichtsbehörde wird der betreffenden Behörde und ggf. den Betroffenen zugestellt.

Unter Gefahr der Nichtigkeit hat diese Zustellung spätestens am Tag, an dem die Frist abläuft, zu erfolgen.

In den in Artikel 21 angeführten Fällen hat diese Zustellung unter Gefahr der Nichtigkeit nicht vor Ablauf der in diesem Artikel angeführten Frist zu erfolgen.

Art. 8 - Außer in den in Artikel 17, § 4 angeführten Fällen, wenn die Aufsichtsbehörde die Frist verlängert, wird der Beschluß der Aufsichtsbehörde auszugsweise im *Belgischen Staatsblatt*, beziehungsweise im *Verwaltungsblatt* veröffentlicht.

KAPITEL VI — Entsendung eines Sonderkommissars

Art. 9 - Die Aufsichtsbehörde kann durch einen Erlaß einen Sonderkommissar bezeichnen, wenn die Gemeinde, die Provinz oder die Interkommunale es versäumt, die verlangten Auskünfte und Angaben zu erteilen oder die Maßnahmen durchzuführen, die durch die Gesetze, Dekrete, Erlasse, Verordnungen oder Satzungen, bzw. durch einen rechtskräftigen gerichtlichen Beschluß vorgeschrieben sind.

Der Sonderkommissar ist befugt, alle notwendigen Maßnahmen anstelle der säumigen Behörde zu treffen im Rahmen des Mandats, der ihm durch den Erlaß erteilt worden ist, der ihn benennt.

Art. 10 - Bevor die Aufsichtsbehörde einen Sonderkommissar entsendet, muß sie:

1° der betreffenden Behörde per Einschreiben eine begründete Verwarnung übermitteln, in der erläutert wird, was von ihr verlangt wird oder welche Maßnahmen sie zu treffen versäumt hat;

2° dieser Behörde in derselben Verwarnung eine bestimmte und angemessene Frist geben, um der an sie gerichteten Aufforderung nachzukommen, ihr Verhalten zu rechtfertigen, ihren Standpunkt zu bestätigen oder die vorgeschriebenen Maßnahmen zu treffen.

Art. 11 - Die Kosten, Honorare und Gehälter für die Durchführung seines Auftrags gehen zu Lasten der Personen, die bei der Ausübung ihres Amtes, bzw. ihres Mandats versagt haben.

Diese Kosten werden bei den Einkommenssteuern von den Einnehmern der direkten Steuern aufgrund der Vollstreckbarkeitserklärung der Aufsichtsbehörde zurückgefordert.

TITEL II — Allgemeine Annullierungsaufsicht

KAPITEL I — Anwendungsbereich

Art. 12 - Alle Amtshandlungen, mit Ausnahme jener, die in Artikel 16 angeführt werden, unterliegen der allgemeinen Annullierungsaufsicht.

KAPITEL II — Verfahren

Art. 13 - § 1. Die Regierung kann die Gemeinde, die Provinz oder die Interkommunale auffordern, die Amtshandlungen, die in einer von der Regierung erstellten Liste angeführt werden, gemeinsam mit allen Belegen zu übermitteln.

§ 2. Die Regierung kann jede Amtshandlung einer Behörde der Gemeinde, der Provinz oder einer Interkommunale, die gegen das Gesetz verstößt oder das allgemeine oder regionale Interesse verletzt, ganz oder teilweise annullieren.

Als eine derartige Amtshandlung gilt jede Handlung, die gegen die Grundsätze einer gesunden Verwaltung verstößt oder gegen das Interesse jeglicher übergeordneter Behörde verstößt.

§ 3. In Ermangelung eines Beschlusses innerhalb einer Frist von dreißig Tagen ab dem Tag der Zustellung der Amtshandlung kann diese nicht mehr annulliert werden.

KAPITEL III — *Der Einspruch des Gouverneurs bei Amtshandlungen der Provinzbehörden*

Art. 14 - Der Gouverneur hat seinen Einspruch bei der Regierung zu erheben gegen die Amtshandlung, durch die eine in dieser Eigenschaft auftretende Provinzbehörde gegen das Gesetz verstößt.

Der Einspruch des Gouverneurs ist innerhalb von zehn Tagen nach der Amtshandlung zu erheben und an die Provinzbehörde und die Betreffenden zu übermitteln.

Art. 15 - Die Regierung kann die Amtshandlung der Provinz, gegen die aufgrund eines Gesetzesverstosses Einspruch erhoben wird, innerhalb von dreißig Tagen nach Eingang des Einspruchs des Gouverneurs ganz oder teilweise annullieren.

In Ermangelung eines Beschlusses innerhalb dieser Frist gilt der Einspruch als abgewiesen.

TITEL III — **Besondere Genehmigungsaufsicht**

KAPITEL I — *Anwendungsbereich*

Art. 16 - § 1. Die Amtshandlungen der Gemeindebehörden, die sich auf die nachfolgenden Bereiche beziehen, unterliegen der Genehmigung des Ständigen Ausschusses:

1° der Gemeindehaushaltsplan, der Haushaltsplan der Gemeinderegien, die Änderungen des Haushaltsplans und die Übertragungen von Haushaltsmitteln für Ausgaben;

2° der Stellenplan und das Verwaltungs- und Besoldungsstatut der Bediensteten der Gemeinde, mit Ausnahme der Bestimmungen, die das bezuschulte Lehrpersonal und die gesetzliche Pensionsregelung der Bediensteten der Gemeinde betreffen;

3° die Regelungen auf dem Gebiet der Gemeindesteuer;

4° die Neuverteilung der gezeichneten Anleihen;

5° die für Anleihen geleisteten Sicherheiten;

6° die Jahresabschlüsse der Gemeinden und der Gemeinderegien;

7° die Bildung einer Gemeinderegion, die Gründung von autonomen Gemeinderegien und die Übertragung von Verwaltungsaufgaben auf eine Vereinigung oder eine Gesellschaft öffentlichen oder privaten Rechts;

8° die Anteilnahme an einer Vereinigung oder einer Gesellschaft öffentlichen oder privaten Rechts, bei der Kosten zu Lasten des Gemeindehaushalts entstehen.

§ 2. Die Amtshandlungen der Provinzbehörden, die sich auf die nachfolgenden Bereiche beziehen, unterliegen der Genehmigung der Regierung:

1° der Haushaltsplan der Provinz, der Haushaltsplan der Provinzregien, die Änderungen des Haushaltsplans und die Übertragungen von Haushaltsmitteln für Ausgaben;

2° der Stellenplan und das Verwaltungs- und Besoldungsstatut der Bediensteten der Provinz, mit Ausnahme der Bestimmungen, die das bezuschulte Lehrpersonal und die gesetzliche Pensionsregelung der Bediensteten der Provinz betreffen;

3° die Regelungen auf dem Gebiet der Provinzsteuer;

4° die Neuverteilung der gezeichneten Anleihen;

5° die für Anleihen geleisteten Sicherheiten;

6° die Bildung einer Provinzregie, die Gründung von autonomen Provinzregien und die Übertragung von Verwaltungsaufgaben auf eine Vereinigung oder eine Gesellschaft öffentlichen oder privaten Rechts;

7° die Anteilnahme an einer Vereinigung oder einer Gesellschaft öffentlichen oder privaten Rechts, bei der Kosten zu Lasten des Haushalts der Provinz entstehen.

§ 3. Die Amtshandlungen der Organe der Interkommunalen, die sich auf die nachfolgenden Bereiche beziehen, unterliegen der Genehmigung der Regierung:

1° die Satzungen der Interkommunale und ihre Abänderungen;

2° die Jahresabschlüsse;

3° die Zusammensetzung des Verwaltungsrates und der ggf. eingeschränkten Organe sowie des Kollegiums der Kommissare;

4° die allgemeinen Bestimmungen in Personalfragen;

5° die Neuverteilung der gezeichneten Anleihen;

6° die für Anleihen geleisteten Sicherheiten;

§ 4. Für die in § 1, 1° bis 5°, in § 2, 1° bis 5° und in § 3, 1°, 4° bis 6° angeführten Amtshandlungen kann die Genehmigung verweigert werden, wenn gegen das Gesetz verstoßen wird oder das allgemeine und regionale Interesse verletzt wird.

Als eine derartige Amtshandlung gilt jede Handlung, die gegen die Grundsätze einer gesunden Verwaltung verstößt oder gegen das Interesse jeglicher übergeordneten Behörde verstößt.

Für die in § 1, 6° bis 8°, in § 2, 6° und 7° und in § 3, 2° und 3° angeführten Amtshandlungen kann die Genehmigung verweigert werden, wenn gegen das Gesetz verstoßen wird.

KAPITEL II — *Verfahren*

Art. 17 - § 1. Die in Artikel 16, § 1 angeführten Amtshandlungen werden innerhalb von fünfzehn Tagen ab dem Tag ihrer Verabschiedung gemeinsam mit ihren Belegen an den Ständigen Ausschuss übermittelt.

Die in Artikel 16, § 1, 1° bis 3° angeführten Amtshandlungen werden gleichzeitig sowohl dem Ständigen Ausschuss als auch der Regierung übermittelt.

§ 2. Die in Artikel 16, § 2 und 3 angeführten Amtshandlungen werden innerhalb fünfzehn von Tagen ab dem Tag ihrer Verabschiedung gemeinsam mit ihren Belegen an die Regierung übermittelt.

§ 3. Der Ständige Ausschuß oder die Regierung kann - je nach Fall - die Amtshandlung, die zur Genehmigung vorgelegt wird, ganz oder teilweise genehmigen oder nicht.

Für die in Artikel 16, § 1, 1° und § 2, 1° angeführten Amtshandlungen können die Aufsichtsbehörden Einnahmen veranschlagen und Auslagenposten vorsehen; sie können diese verringern, erhöhen, streichen oder materielle Fehler korrigieren.

§ 4. Der Ständige Ausschuß oder die Regierung trifft - je nach Fall - seinen, bzw. ihren Beschluß innerhalb von dreißig Tagen nach Zustellung der Amtshandlung und der Belege.

Die Frist für die Genehmigung der Jahresabschlüsse der Gemeinden und der Interkommunalen wird jedoch auf hundert Tage festgelegt für die Abschlüsse des Jahres 1998, siebenzig Tage für die Abschlüsse des Jahres 1999, fünfzig Tage für die Abschlüsse des Jahres 2000 und dreißig Tage für die Abschlüsse des Jahres 2001.

Der Ständige Ausschuß oder die Regierung ist - je nach Fall - berechtigt, die Frist, über die sie zur Ausübung ihrer Zuständigkeit verfügt, zu verlängern, und zwar um eine Frist, die höchstens der Hälfte der ihr eingangs eingeräumten Frist entspricht.

In Ermangelung eines fristgerechten Beschlusses wird die Amtshandlung rechtskräftig, vorbehaltlich der Anwendung von Kapitel III.

KAPITEL III — Sonderregelung für die Amtshandlungen der Gemeindebehörden

Abschnitt 1 — Einspruch des Gouverneurs

Art. 18 - § 1. Der Gouverneur ist verpflichtet, Einspruch bei der Regierung zu erheben:

1° wenn der Ständige Ausschuß gegen das Gesetz verstößt, indem er eine der in Artikel 16, § 1 angeführten Amtshandlungen genehmigt, oder sich weigert, sie zu genehmigen; der Einspruch muß innerhalb von zehn Tagen ab diesem Erlaß erhoben werden;

2° wenn der Ständige Ausschuß sich nach Ablauf der in Artikel 17, § 4 festgelegten Frist nicht zu einer dieser Amtshandlungen, die gegen das Gesetz verstößt, geäußert hat; der Einspruch muß innerhalb von zehn Tagen nach dieser Frist erhoben werden.

Die Regierung notifiziert dem Ständigen Ausschuß und der Gemeinde diesen Einspruch innerhalb der in Absatz 1 festgelegten Frist.

§ 2. Der Einspruch des Gouverneurs hat auf die Amtshandlung, die der Genehmigung unterliegt, eine aufschiebende Wirkung.

§ 3. Die Regierung kann die Amtshandlung innerhalb von dreißig Tagen nach Eingang des Einspruchs ganz oder teilweise genehmigen oder nicht.

In Ermangelung eines Beschlusses innerhalb dieser Frist gilt der Einspruch als abgewiesen.

Abschnitt 2 — Einspruch der Gemeindebehörde

Art. 19 - § 1. Der Gemeinderat oder das Bürgermeister- und Schöffenkollegium der Gemeinde, deren Amtshandlung Gegenstand eines Erlasses ist, durch den diese nicht oder nur teilweise genehmigt wird, kann innerhalb einer Frist von zehn Tagen nach Zustellung des Erlasses des Ständigen Ausschusses einen Einspruch bei der Regierung erheben. Er notifiziert seinen Einspruch dem Ständigen Ausschuß und ggf. den Betroffenen spätestens am letzten Tag der für den Einspruch vorgesehenen Frist.

§ 2. Die Regierung kann die Amtshandlung innerhalb von dreißig Tagen nach Eingang des Einspruchs ganz oder teilweise genehmigen oder nicht.

In Ermangelung eines Beschlusses innerhalb dieser Frist gilt der Beschluß des Ständigen Ausschusses als bestätigt.

Abschnitt 3 — Einspruch der Bediensteten der Gemeinde

Art. 20 - Jedes Personalmitglied, das Gegenstand eines Absetzungsbeschlusses oder einer Entlassung von Amts wegen ist, der bzw. die nicht von der Aufsichtsbehörde annulliert wurde, kann bei der Regierung gegen diesen Beschluß einen Einspruch einreichen. Das Personalmitglied, das Gegenstand eines Absetzungsbeschlusses oder einer Entlassung von Amts wegen ist, wird unmittelbar über das Datum informiert, an dem der Absetzungsbeschluß oder die Entlassung von Amts wegen durch die Gemeindebehörde der Aufsichtsbehörde notifiziert wird, sowie über die Tatsache, daß die Aufsichtsbehörde den Absetzungsbeschluß oder die Entlassung von Amts wegen nicht annulliert hat. Der Einspruch ist innerhalb von dreißig Tagen nach dem Ablauf der Annullierungsfrist zu erheben. Das Personalmitglied notifiziert der Aufsichtsbehörde und der Gemeindebehörde seinen Einspruch spätestens am letzten Tag der für diesen Einspruch festgelegten Frist.

Abschnitt 4 — Das Evokationsrecht der Regierung

Art. 21 - Für die in Artikel 16, § 1, 1° bis 3° angeführten Amtshandlungen kann sich die Regierung das Recht vorbehalten, endgültig zu beschließen. In diesem Fall teilt sie dies dem Ständigen Ausschuß und der Gemeindebehörde innerhalb von zwanzig Tagen nach Zustellung der vorerwähnten Amtshandlungen mit.

Art. 22 - Hat sich die Regierung gemäß Artikel 21 das Recht vorbehalten, endgültig zu beschließen, notifiziert sie ihren Beschluß innerhalb von zwanzig Tagen nach Ablauf der Frist, die der Gemeindebehörde eingeräumt wurde, um den in Abschnitt 1 angeführten Einspruch zu erheben.

TITEL IV — Jahresbericht

Art. 23 - Die Regierung übermittelt dem Wallonischen Parlament einen Jahresbericht über die Ausübung der Aufsicht spätestens am 31. März des Jahres nach dem, auf das er sich bezieht.

Der Jahresbericht umfaßt einen statistischen Überblick über die Aufsicht durch die verschiedenen Behörden sowie eine Erläuterung der im Laufe des Jahres aufgetretenen Rechtsprechung.

TITEL V — Aufhebende und abschließende Bestimmungen

Art. 24 - Das Dekret vom 20. Juli 1989 zur Regelung der Aufsicht über die Gemeinden, die Provinzen und die Interkommunalen der Wallonischen Region wird aufgehoben.

Art. 25 - Die Beratungen, Resolutionen, Beschlüsse und Amtshandlungen der in Artikel 1 angeführten Gemeinden, Provinzen und Interkommunalen, die vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets verabschiedet wurden, unterliegen weiterhin den durch Artikel 24 aufgehobenen Bestimmungen.

Art. 26 - Die Regierung trifft alle Maßnahmen, die im Rahmen der Durchführung des vorliegenden Dekrets notwendig sind.

Art. 27 - Das vorliegende Dekret tritt einen Monat nach seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft. Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, daß es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 1. April 1999

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,

R. COLLIGNON

Der Minister der Raumordnung, der Ausrüstung und des Transportwesens,

M. LEBRUN

Der Minister der Inneren Angelegenheiten und des Öffentlichen Dienstes,

B. ANSELME

Der Minister des Haushalts und der Finanzen, der Beschäftigung und der Ausbildung,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,

G. LUTGEN

Der Minister der Sozialen Maßnahmen, des Wohnungswesens und des Gesundheitswesens,

W. TAMINIAUX

Der Minister der Forschung, der Technologischen Entwicklung, des Sportwesens
und der Internationalen Beziehungen,

W. ANCION

—
Note

(1) *Sitzungsperiode 1998-1999*

Dokumente des Rats 401 (1997-1998), nr. 14

Ausführlicher Bericht. Öffentliche Sitzung vom 23. Februar 1999

Diskussion — Abstimmung.

—
VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 99 — 1318

[C - 99/27352]

**1 APRIL 1999. — Decreet houdende organisatie van het toezicht op de gemeenten, de provincies
en de intercommunales van het Waalse Gewest (1)**

De Waalse Gewestraad heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

TITEL I. — Algemene bepalingen**HOOFDSTUK I. — Toepassingsgebied en begripsbepalingen**

Artikel 1. Dit decreet regelt het gewone administratieve toezicht :

1° over de gemeenten van het Waalse Gewest, met uitzondering van de gemeenten van het Duitstalige taalgebied en de stad Komen-Waasten;

2° over de provincies van het Waalse Gewest;

3° over de intercommunales waarvan het ambtsgebied onder het Waalse Gewest valt.

Art. 2. In de zin van dit decreet wordt verstaan onder :

1° het bestuur : het Directoraat-generaal Plaatselijke Besturen van het Ministerie van het Waalse Gewest;

2° de akte : de administratieve beslissing die onder het toezicht valt en die in extenso vermeld wordt;

3° de bewijsstukken : alle documenten en bijlagen waarmee de administratieve akten bewezen kunnen worden;

4° de toezichthoudende overheid : de Regering of de bestendige deputatie.

HOOFDSTUK II. — De behandeling van de akte die aan de toezichthoudende overheid voorgelegd wordt

Art. 3. Binnen een termijn van drie dagen vanaf de ontvangst van de akte wordt die, samen met de nodige bewijsstukken door de toezichthoudende overheid gericht aan het bestuur.

Het bestuur moet die behandelen voor rekening van de toezichthoudende overheid. Het kan, op eigen initiatief of op aanvraag van de toezichthoudende overheid, zowel ter plaatse als per brief, alle inlichtingen en elementen laten verzamelen die nodig zijn om de akte te behandelen.

Na de behandeling maakt het bestuur een samenvattend verslag op. Dit verslag bevat de inlichtingen en elementen verzameld tijdens de behandeling, alsook het advies van het bestuur.

HOOFDSTUK III. — *De berekening van de termijnen*

Art. 4. Het begin van de termijn is de dag waarop de akte, samen met de bewijsstukken, door de toezichthoudende overheid ontvangen wordt.

De dag van de ontvangst is niet inbegrepen in de termijn.

Art. 5. De vervalddag wordt meegerekend in de termijn. Als die dag echter een zaterdag, zondag of feestdag is, valt de vervalddag op de eerst volgende weekdag.

In de zin van dit decreet worden de volgende dagen gelijkgesteld met een feestdag : 1 januari, Paasmaandag, 1 mei, Hemelvaartsdag, Pinkstermaandag, 21 juli, 15 augustus, 27 september, 1, 2, 11 en 15 november, 25 en 26 december, alsook de bij decreet of bij besluit van de Regering vastgestelde dagen.

HOOFDSTUK IV. — *De motivering*

Art. 6. Elk beroep is met redenen omkleed.

Elke beslissing van de toezichthoudende overheid is uitdrukkelijk met redenen omkleed.

HOOFDSTUK V. — *De kennisgeving en de bekendmaking van de toezichtbeslissingen*

Art. 7. Kennis wordt gegeven aan de betrokken overheid en, in voorkomend geval, aan de belanghebbenden, van elke beslissing van de toezichthoudende overheid.

De kennisgeving mag op straffe van nietigheid niet gestuurd worden na de vervalddag van de termijn.

In de gevallen bedoeld in artikel 21 mag die op straffe van nietigheid niet gestuurd worden vóór het verstrijken van de in dit artikel bedoelde termijn.

Art. 8. Behalve in de gevallen bedoeld in artikel 17, § 4, wanneer de toezichthoudende overheid de termijn verlengt, wordt haar beslissing bij uittreksel bekendgemaakt, naargelang het geval, in het *Belgisch Staatsblad* of in het *Bestuursmemoriaal*.

HOOFDSTUK VI. — *Het ter plaatse sturen van een bijzondere commissaris*

Art. 9. De toezichthoudende overheid mag, bij besluit, een bijzondere commissaris aanwijzen wanneer de gemeente, de provincie of de intercommunale verzuimt de aangevraagde inlichtingen en elementen te verstrekken of de voorschriften van de wetten, decreten, besluiten, regelingen of statuten, of van een in kracht van gewijsde getreden rechterlijke beslissing uit te voeren. De bijzondere commissaris is bevoegd om alle maatregelen te treffen in plaats van de in gebreke gebleven overheid, binnen de grenzen van het mandaat toegekend door het besluit waarbij hij wordt aangewezen.

Art. 10. Voordat een bijzondere commissaris ter plaatse wordt gestuurd, moet de toezichthoudende overheid :

1° bij aangetekende brief een met redenen omklede waarschuwing aan de bedoelde overheid richten, waarin uiteengezet wordt wat van haar verlangd wordt of welke maatregelen ze verzuimt te treffen;

2° die overheid in dezelfde waarschuwing een bepaalde en redelijke termijn opleggen om de aan haar gerichte aanvraag te beantwoorden, haar houding te verantwoorden, haar standpunt te bevestigen of de voorgeschreven maatregelen te treffen.

Art. 11. De kosten, lonen of wedden betreffende de vervulling van zijn opdracht zijn ten laste van de personen die in gebreke gebleven zijn in de uitoefening van hun functie of mandaat. Die kosten worden ingevorderd, zoals inzake belastingen op de inkomsten, door de ontvanger van de directe belastingen nadat de toezichthoudende overheid het bevelschrift uitvoerbaar heeft verklaard.

TITEL II. — *Algemeen vernietigingstoezicht*HOOFDSTUK I. — *Toepassingsgebied*

Art. 12. Alle andere akten dan die bedoeld in artikel 16 vallen onder het algemene vernietigingstoezicht.

HOOFDSTUK II. — *De procedure*

Art. 13. § 1. De Regering kan de gemeente, de provincie of de intercommunale eisen dat de akten, waarvan hij de lijst bepaalt, samen met hun bewijsstukken worden overgemaakt.

§ 2. De Regering kan de akte geheel of gedeeltelijk vernietigen, waarbij een gemeentelijke, provinciale of intercommunale overheid de wet schendt of het algemeen en gewestelijk belang schaadt.

De akte wordt als zodanig beschouwd als die de beginselen van behoorlijk bestuur schendt of als die tegenstrijdig is met het belang van elke hogere overheid.

§ 3. Bij gebrek aan beslissing binnen een termijn van dertig dagen vanaf de ontvangst van de akte, kan die niet meer vernietigd worden.

HOOFDSTUK III. — *Het beroep van de gouverneur betreffende de akten van de provinciale overheden*

Art. 14. De gouverneur is verplicht zijn beroep in te dienen bij de Regering tegen de akte waarbij een provinciale overheid, die in deze hoedanigheid handelt, de wet schendt.

Het beroep van de gouverneur moet binnen tien dagen vanaf de ontvangst van de akte worden ingediend en betekend aan de provinciale overheid en aan de belanghebbenden.

Art. 15. De Regering mag, binnen dertig dagen vanaf de ontvangst van het beroep van de gouverneur, bovenvermelde provinciale akte geheel of gedeeltelijk vernietigen wegens schending van de wet.

Bij gebrek aan beslissing binnen de vastgestelde termijn, wordt het beroep beschouwd als afgewezen.

TITEL III. — Bijzonder goedkeuringstoezicht

HOOFDSTUK I. — *Toepassingsgebied*

Art. 16. § 1. De akten van de bestendige deputatie die vallen onder de goedkeuring van de bestendige deputatie, betreffen de volgende voorwerpen :

1. de gemeentelijke begroting, de begroting van de gemeentebedrijven, de budgettaire wijzigingen en de overdrachten van uitgavenkredieten;
2. de personeelsformatie en de administratieve en geldelijke statuten van de gemeentelijke ambtenaren, met uitzondering van de bepalingen betreffende het gesubsidieerde onderwijzend personeel en de pensioenregeling van de gemeentelijke ambtenaren;
3. de regelingen betreffende de gemeentelijke belastingen;
4. de herschikking van de aangeane leningen;
5. de leningswaarborgen;
6. de jaarrekeningen van de gemeente en van de gemeentebedrijven;
7. het beroep op gemeentelijke bedrijven, de oprichting van autonome gemeentebedrijven en de overdracht van het beheer aan een publiek- of privaatrechtelijke vereniging of vennootschap;
8. de deelneming aan een publiek- of privaatrechtelijke vereniging of vennootschap die de gemeentelijke financiën kan verbinden.

§ 2. De akten van de provinciale overheden betreffende de volgende voorwerpen worden ter goedkeuring aan de Regering voorgelegd :

1. de provinciale begroting, de begroting van de provinciale bedrijven, de budgettaire wijzigingen en de overdrachten van uitgavenkredieten;
2. de personeelsformatie en de administratieve en geldelijke statuten van de provinciale ambtenaren, met uitzondering van de bepalingen betreffende het gesubsidieerde onderwijzend personeel en de pensioenregeling van de provinciale ambtenaren;
3. de regelingen betreffende de provinciale belastingen;
4. de herschikking van de aangeane leningen;
5. de leningswaarborgen;
6. het beroep op provinciale bedrijven, de oprichting van autonome provinciebedrijven en de overdracht van het beheer aan een publiek- of privaatrechtelijke vereniging of vennootschap;
7. de deelneming aan een publiek- of privaatrechtelijke vereniging of vennootschap die de provinciale financiën kan verbinden.

§ 3. De akten van de organen van de intercommunalen betreffende de volgende voorwerpen worden ter goedkeuring aan de Regering voorgelegd :

1. de statuten van de intercommunale en hun wijzigingen;
2. de jaarrekeningen;
3. de samenstelling van de raad van bestuur en van zijn eventuele organen alsook van het college van commissarissen;
4. de algemene bepalingen betreffende het personeel;
5. de herschikkingen van de aangeane leningen;
6. de leningswaarborgen.

§ 4. Wat betreft de akten bedoeld in § 1, 1° tot 5°, in § 2, 1° tot 5° en in § 3, 1°, 4° tot 6°, mag de goedkeuring geweigerd worden als die de wet schenden of het algemeen en gewestelijk belang schaden.

De akten worden als zodanig beschouwd als de beginselen van behoorlijk bestuur schenden of als ze tegenstrijdig zijn met het belang van elke hogere overheid.

Wat betreft de akten bedoeld in § 1, 6° tot 8°, in § 2, 6° en 7°, en in § 3, 2° en 3°, mag de goedkeuring alleen wegens schending van de wet geweigerd worden.

HOOFDSTUK II. — *De procedure*

Art. 17. § 1. De in artikel 16, § 1, bedoelde akten worden, samen met hun bewijsstukken, binnen vijftien dagen vanaf hun goedkeuring aan de bestendige deputatie overgemaakt.

De in artikel 16, § 1, 1° tot 3° bedoelde akten worden gelijktijdig aan de bestendige deputatie en aan de Regering overgemaakt.

§ 2. De in artikel 16, §§ 2 en 3 bedoelde akten worden, samen met hun bewijsstukken, overgemaakt aan de Regering binnen vijftien dagen vanaf hun goedkeuring.

§ 3. De bestendige deputatie of de Regering, naargelang het geval, mag geheel of gedeelte van de akte die hun goedkeuring behoeft, al dan niet goedkeuren.

Wat betreft de akten bedoeld in artikel 16, § 1, 1°, en § 2, 1°, mogen de toezichthoudende overheden ontvangstenvooruitzichten en uitgavenposten inschrijven; ze mogen die verminderen, verhogen of afschaffen en materiële vergissingen verbeteren.

§ 4. De bestendige deputatie of de Regering, naargelang het geval, neemt haar beslissing binnen dertig dagen vanaf de ontvangst van de akte en van haar bewijsstukken.

De termijn waarbinnen de rekeningen van de gemeenten en intercommunales moeten vastgesteld worden, bedraagt echter 100 dagen voor die van 1998, 70 voor 1999, 50 voor 2000 en 30 voor 2001.

De bestendige deputatie of de Regering, naargelang het geval, mag de termijn verlengen die haar gesteld is om haar bevoegdheid uit te oefenen met een maximale duur die gelijk is aan de helft van die termijn.

Bij gebrek aan beslissing binnen de gestelde termijn is de akte uitvoerbaar onder voorbehoud van de toepassing van hoofdstuk III.

HOOFDSTUK III. — *Bijzondere regels betreffende de akten van de gemeentelijke overheden*

Afdeling 1. — Het beroep van de gouverneur

Art. 18. § 1. De gouverneur moet een beroep indienen bij de Regering wanneer :

1° de bestendige deputatie de wet schendt door één van de in artikel 16, § 1 bedoelde beslissingen al dan niet goed te keuren binnen 10 dagen vanaf de bekendmaking van dit besluit;

2° de bestendige deputatie zich niet heeft uitgesproken over één van de beslissingen die de wet schendt, op de vervaldag van de in artikel 17, § 4 bedoelde termijn, binnen tien dagen na die vervaldag.

Kennis van dit beroep wordt gegeven aan de bestendige deputatie en aan de gemeente binnen de in het eerste lid vastgestelde termijn.

§ 2. Het beroep van de gouverneur schorst de beslissing die de goedkeuring behoeft.

§ 3. De Regering mag geheel of gedeelte van de akte al dan niet goedkeuren binnen dertig dagen vanaf de ontvangst van het beroep.

Bij gebrek aan beslissing in de gestelde termijn wordt het beroep beschouwd als afgewezen.

Afdeling 2. — Het beroep van de gemeentelijke overheid

Art. 19. § 1. De gemeenteraad of het college van burgemeester en schepenen van de gemeente waarvan de akte het voorwerp is geweest van een besluit waarbij die werd geweigerd of gedeeltelijk goedgekeurd, mag een beroep indienen bij de Regering binnen tien dagen vanaf de ontvangst van het besluit van de bestendige deputatie. Kennis van het beroep wordt uiterlijk op de laatste dag van de beroepstermijn gegeven aan de bestendige deputatie en, in voorkomend geval, aan de belanghebbenden.

§ 2. De Regering mag geheel of gedeelte van de akte al dan niet goedkeuren binnen dertig dagen vanaf de ontvangst van het beroep.

Bij gebrek aan beslissing in de gestelde termijn wordt het beroep beschouwd als afgewezen.

Afdeling 3. — Het beroep van het gemeentelijk personeel

Art. 20. Elk personeelslid dat het voorwerp is geweest van een beslissing waarbij hij werd afgezet en die de toezichthoudende overheid niet heeft vernietigd, mag daar een beroep tegen indienen bij de Regering. Het personeelslid dat het voorwerp is van een beslissing waarbij hij wordt afgezet, wordt onmiddellijk in kennis gesteld van de datum waarop kennis van die gemeentelijke beslissing gegeven wordt aan de toezichthoudende overheid, alsook van het gebrek aan vernietiging, door die overheid, van de beslissing. Het beroep moet uitgeoefend worden binnen dertig dagen na het einde van de vernietigingstermijn. Het personeelslid geeft de toezichthoudende overheid, alsook de gemeentelijke overheid, uiterlijk op de laatste dag van de beroepstermijn, kennis van zijn beroep.

Afdeling 4. — Het recht van de regering om de zaak aan zich te trekken

Art. 21. Wat betreft de in artikel 16, § 1, 1° tot 3°, bedoelde akten, mag de Regering zich het recht voorbehouden de eindbeslissing te nemen en stelt de bestendige deputatie en de gemeentelijke overheid daarvan in kennis binnen 20 dagen vanaf de ontvangst van bovenvermelde akten.

Art. 22. Als de Regering zich het recht heeft voorbehouden de eindbeslissing te nemen, overeenkomstig artikel 21, geeft zij kennis van haar beslissing binnen 20 dagen na het verstrijken van de termijn waarover de gemeentelijke overheid beschikt om het in de eerste afdeling bedoelde beroep in te dienen.

TITEL IV. — **Het jaarverslag**

Art. 23. De Regering richt het Waals Parlement een jaarverslag betreffende de uitoefening van het toezicht, uiterlijk op 31 maart volgend op het boekjaar waarop het betrekking heeft.

Het jaarverslag bevat statistische gegevens betreffende de uitoefening van het toezicht door de verschillende overheden, alsook een overzicht van de rechtspraak in de loop van het boekjaar.

TITEL V. — **Opheffings- en slotbepalingen**

Art. 24. Het decreet van 20 juli 1989 houdende organisatie van het toezicht op de gemeenten, de provincies en op de intercommunales van het Waalse Gewest, wordt opgeheven.

Art. 25. De beraadslagingen, besluiten, beslissingen en akten die de in artikel 1 bedoelde gemeenten, provincies en intercommunales genomen hebben vóór de inwerkingtreding van voorliggend decreet, blijven vallen onder de door artikel 24 opgeheven bepalingen.

Art. 26. De Regering neemt de nodige maatregelen voor de uitvoering van voorliggend decreet.

Art. 27. De Regering treedt in werking één maand nadat het in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt. Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 1 april 1999.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, K.M.O.'s, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Uitrusting en Vervoer,
M. LEBRUN

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
B. ANSELME

De Minister van Begroting en Financiën, Tewerkstelling en Vorming,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,
W. TAMINIAUX

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,
G. LUTGEN

De Minister van Onderzoek, Technologische Ontwikkeling, Sport en Internationale Betrekkingen,
W. ANCION

Nota

(1) *Zitting 1998-1999.*

Stukken van de Raad 401 (1997-1998), nr. 14.

Volledig verslag. Openbare vergadering van 23 februari 1999.

Bespreking. — Stemming.



F. 99 — 1319

[C - 99/27354]

1er AVRIL 1999. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté ministériel du 4 septembre 1978 fixant, en application de la loi du 22 mars 1971 octroyant des subsides pour la construction de maisons de repos pour personnes âgées, les coûts maxima à prendre en considération pour l'octroi de subsides

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 22 mars 1971 octroyant des subsides pour la construction de maisons de repos pour personnes âgées;

Vu le décret du 5 juin 1997 relatif aux maisons de repos, résidences-services et centres d'accueil de jour pour personnes âgées et portant création du Conseil wallon du troisième âge;

Vu l'arrêté ministériel du 4 septembre 1978 fixant, en application de la loi du 22 mars 1971 octroyant des subsides pour la construction de maisons de repos pour personnes âgées, les coûts maxima à prendre en considération pour l'octroi de subsides;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances;

Vu l'accord du Ministre du Budget;

Considérant que les coûts maxima admissibles au bénéfice des subsides visés aux articles 1^{er}, 2, 6 et 7 de l'arrêté ministériel du 4 septembre 1978 fixant, en application de la loi du 22 mars 1971 octroyant des subsides pour la construction de maisons de repos pour personnes âgées, les coûts maxima à prendre en considération pour l'octroi de subsides sont inadaptés aux normes, aux exigences et aux pratiques actuelles en matière d'hébergement des personnes âgées;

Sur proposition du Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128, § 1^{er}, de celle-ci.

Art. 2. Le coût maximum par lit visé à l'article 1^{er} de l'arrêté du 4 septembre 1978 est modifié comme suit : F 2 450 000.

Art. 3. Le coût maximum par m² visé à l'article 2 de l'arrêté du 4 septembre 1978 est modifié comme suit : F 40 000.

Art. 4. A l'article 4 de l'arrêté du 4 septembre 1978, les termes « les parkings » sont remplacés par les termes « les aménagements des abords et les parkings ».

Art. 5. Le montant par lit visé à l'article 6 de l'arrêté du 4 septembre 1978 est modifié comme suit : F 1 550 000.

Art. 6. L'article 7 de l'arrêté du 4 septembre 1978 est modifié comme suit : les aménagements des abords et les parkings peuvent être admis au bénéfice des subsides sur base du projet approuvé et du montant de l'offre approuvée. Le nombre maximum d'emplacements de parkings ne peut dépasser un tiers de la capacité totale de l'établissement exprimée en lits.

Art. 7. L'article 9 de l'arrêté du 4 septembre 1978 est modifié comme suit : les coûts maxima visés aux articles 2, 3 et 4 du présent arrêté sont établis à la date du 1^{er} janvier 1999. Ils comprennent les frais généraux calculés à raison de 5 p.c. du coût des fournitures et des travaux ainsi que la taxe à la valeur ajoutée au taux de 12 p.c.